

**Du fric pour ceux d'en haut,
des flics pour ceux d'en bas...**

Il faut en finir avec cette société !

LCR
JCR

Alors que la droite et le MEDEF s'attaquent aux acquis sociaux un à un, ceux qui tentent de s'y opposer sont victimes d'une répression d'une grande ampleur.

Exploitation et répression, les deux faces d'une même politique.

Le programme économique et social de Sarkozy, ministre des flics et star des sondages, c'est celui du MEDEF. Travailler plus pour gagner plus : rengaine vieille de deux siècles, chère à la droite qui défend les actionnaires, les multinationales et détruit le Code du Travail. L'UMP au pouvoir depuis 2002 a mis en place les contre-réformes des retraites, de la Sécu, la privatisation d'EDF-GDF notamment. Systématiquement leur politique antisociale a du faire face aux mobilisations des salariés et de la jeunesse.

Cette droite de combat entend accélérer l'offensive de la classe dominante et détruire le plus vite possible les acquis sociaux arrachés par nos luttes. Pour cela la répression est une nécessité, c'est le meilleur moyen de nous faire passer l'envie de l'ouvrir et de nous battre. La répression vise à éviter de répondre aux inquiétudes de milliers de personnes, elle vise à dissuader une génération militante nouvelle de se mobiliser.

Les lois répressives, de la LSQ de Daniel Vaillant aux lois Perben I et II et aux lois Sarkozy, notamment celles mettant en cause l'ordonnance de 1945 protégeant les mineurs, ne font que renforcer cette répression, en limitant les droits de la défense. Éric Raoult et Nicolas Sarkozy, notamment, remettent en cause les droits de manifester et de faire grève avec leurs propositions de lois.

La révolte n'est pas un crime !

Depuis 2005, trois grands mouvements ont eu lieu dans la jeunesse : le mouvement lycéen contre la loi Fillon, les révoltes des banlieues et

le mouvement du printemps 2006. Ces explosions sociales ont épousé des formes différentes. Pourtant, tous ces jeunes se sont confrontés au même État, aux mêmes bataillons de CRS, aux mêmes coups de matraque, aux mêmes arrestations musclées de la BAC, aux mêmes procès. Depuis maintenant un an, la police et la justice travaillent à la chaîne.

Cet acharnement répressif prouve que nous faisons peur aux patrons et gouvernants quand nous sommes dans la rue mais il prouve également que le rapport de force leur reste largement favorable. Grâce au manque de combativité de la gauche, à la désorganisation de notre camp social et au silence général qui en découle ils parviennent à faire des exemples afin de mater toute contestation.

Pour que les jeunes et les salariés n'hésitent pas à se mobiliser, il est primordial d'imposer l'amnistie de tous les inculpés des mobilisations sociales de ces dernières années. Lutter pour nos droits n'est pas un délit !

Finissons-en avec cette société !

Ceux qui nous dominent veulent nous faire avaler que l'Etat, les institutions de cette société sont neutres. Ils joueraient un rôle d'arbitre. Mais leur police sert à intervenir contre les manifestants, leur armée sert à mater la jeunesse des quartiers populaires, leur justice condamne des jeunes en lutte contre la précarité mais laisse courir les politiciens qui s'en foutent plein les poches pendant qu'ils nous en foutent plein la gueule. La répression du mouvement contre le CPE nous montre que lorsque l'on s'attaque à ceux d'en haut, il font tout pour nous réduire au silence... et que nos intérêts sont inconciliables.

Ne comptons que sur nos forces et nos mobilisations. Défendre nos droits, renverser la vapeur et construire une société démocratique et égalitaire, voilà l'urgence !

Procès à Metz : mobilisation !

Le 23 Mars, 800 personnes manifestent contre le CPE en gare de Metz sur les voies afin d'alerter la population et de l'appeler à rejoindre la lutte initiée par la jeunesse. Pourtant c'est un seul manifestant qui va être jugé pour entrave à la circulation SNCF. **Soyons nombreux pour le soutenir le 19/01/07 à 9h au tribunal de Metz.**

Jeunesses Communistes Révolutionnaires / Ligue Communiste Révolutionnaire

Non au Taser !

50 000 volts et une paralysie du système nerveux, c'est ce qu'il vous en coûtera désormais si vous refusez d'obtempérer. La police française va en effet s'équiper d'un pistolet électrique, le Taser, qui peut envoyer à 7 mètres de distance une véritable décharge électrique qui aura sur la matraque l'indéniable avantage de ne pas laisser de traces. Le Taser a déjà causé plus de 150 morts en moins de 2 ans Outre-Atlantique.

400.

400, c'est le nombre de flics pour 1 éducateur en France... Quand les politiques sociales reculent, l'Etat pénal avance !

Ils sont barrés !

Des codes barre attribués aux marchandises, un crayon optique pour les scanner les unes après les autres, l'ensemble relié à un ordinateur central... on se croirait dans un supermarché sauf qu'ici les « marchandises » scannées n'ont rien du paquet de nouilles, ce sont des lycéens auxquels on a attribués un code barre dans un lycée de Nîmes pour, soi-disant, lutter plus efficacement contre l'absentéisme. A quand la connexion sur l'ordinateur central du commissariat du coin ?

Dans les luttes et dans les urnes, une gauche anticapitaliste et antisécuritaire !

Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, les états se sont dotés de lois sécuritaires qui visent à pénaliser à la fois les actions revendicatives (qui remettent en cause l'ordre économique) et les classes dites dangereuses. Les jeunes et les travailleurs immigrés sont les premières victimes du flicage et de la stigmatisation.

Sarkozy s'est particulièrement distingué dans la chasse aux sans-papiers et dans l'agression à l'égard des jeunes, sa vision sécuritaire de la société imprégnant tout son projet de loi sur « la prévention de la délinquance ». Ségolène Royal, quant à elle, parle « d'encadrement militaire » des jeunes en difficulté et plaide pour la fameuse « police de proximité ». Sérieusement, qui voudrait que leurs flics soient plus proches de nous encore ?

Faire émerger une gauche anticapitaliste et antisécuritaire, qui refuse de se coucher devant le flicage, l'exploitation et la misère est une urgence. C'est le sens de la candidature d'Olivier Besancenot.

Nous exigeons : *l'abrogation des lois sécuritaires de Vaillant, Perben, Sarkozy ; la suppression de la comparution immédiate ; la suppression du fichier STIC (Service de traitement des infractions constatées), véritable « big brother » policier qui en enregistrant toutes les infractions, mises en cause et implications comme témoins d'infraction sert de fichage de masse ; la suppression des brigades anti-criminalité, l'interdiction des milices privées et des polices municipales ; l'amnistie des condamnés des émeutes de novembre 2005, des manifestants du mouvement lycéen de l'an dernier et du mouvement contre le CPE.*

La candidature d'Olivier Besancenot a pour but de permettre au plus grand nombre de jeunes et de travailleurs de voter pour leurs revendications et leurs intérêts et de contribuer à créer les conditions d'un mouvement d'ensemble, seul capable de renverser le rapport de force contre le patronat et les gouvernements qui le servent.

www.besancenot2007.org



Rejoignez-nous !

Les JCR et la LCR militent pour une autre société. Pour une société débarrassée de l'exploitation et de la loi du profit ; une société sans racisme, sexisme et homophobie ; une société démocratique et autogérée où le pouvoir n'appartiendrait pas aux riches et aux gouvernants à leur service mais à tous ceux qui produisent les richesses, les jeunes et les travailleurs. Voilà ce que nous appelons le communisme, cela n'a rien à voir avec le stalinisme. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Loin d'attendre le grand soir, nous sommes actifs dans toutes les luttes de la jeunesse et des salariés pour défendre nos acquis et gagner de nouveaux droits. Nous voulons contribuer à la prise de conscience de notre force collective. Un autre monde est possible si nous luttons.



JCR, LCR : 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
www.jcr-red.org / metz@jcr-red.org / 06.30.10.59.15
www.lcr-rouge.org / lcr57@nomade.fr / 06.80.38.43.19